

# Early Retirement Raised by Our Team at Bargaining Table

## **PSAC Bargaining Team continues to push for changes to retirement plan, proposes summer bargaining dates.**

Our FB bargaining team met with Treasury Board and CBSA representatives in Ottawa the week of June 20 to continue negotiations for a new contract. Over the course of the week the parties discussed our demands related to working alone, leave for dental and medical appointments, increase in shift premium, and pension reform.

With respect to pension reform, we re-iterated to CBSA/Treasury Board that we want a written commitment from the employer guaranteeing CBSA and Treasury Board's support for an amendment to the Superannuation Act to provide for a "twenty-five and out" retirement plan for FB workers, similar to what is in place for other enforcement workers in the federal public sector. To date we have made little progress on this or any of the other issues being raised at the table. The parties agreed to discuss hours of work and scheduling issues at our next session. We proposed dates for August. The employer refused, stating that they cannot assemble their team in August. Our next meeting is a four-day session scheduled for early September.

## **Labour Board forces CBSA to disclose information in Essential Services Agreement proceedings**

Under the law, we cannot stage a strike until we have an essential services agreement (ESA) in place with CBSA/Treasury Board. The law changed a few years ago, and since then we have been attempting to negotiate an ESA with CBSA. Last year the Labour Board ruled against CBSA by stating that, in the event of a strike, the assessing and collecting of taxes, fees and fines are not essential to the safety and security of Canadians, meaning that none of these duties would be performed by BSO's in the event of a strike. This ruling forced CBSA to provide new proposals. Recently CBSA did so. The new proposals provided by management are, in our opinion, a joke at best. We have again filed a complaint with the Board. The Board has given CBSA until July 20<sup>th</sup> to fully disclose the rationale it used for its latest proposal. We will be providing further ESA information this summer.

We'll be sure to update as things progress. If you have any questions speak with a member of our team, a member of your Branch Executive, or go to the PSAC website at [www.psac.com](http://www.psac.com) for a copy of our demands.

## **PSAC Members at CBSA United for a Fair Workplace**



Customs and Immigration Union  
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Public Service Alliance of Canada  
Alliance de la Fonction publique du Canada

# La retraite anticipée : une question soulevée à la table

**Notre équipe de négociation continue de réclamer des changements au régime de retraite et propose des dates de négociation pour cet été.**

Au cours de la semaine du 20 juin, notre équipe de négociation a rencontré le Conseil du Trésor et les représentants de l'ASFC, à Ottawa, afin de poursuivre les négociations en vue d'une nouvelle convention collective. Durant cette séance, les parties ont discuté de nos revendications concernant le jumelage, des congés pour rendez-vous chez le dentiste ou le médecin, de l'augmentation des primes de poste et de la réforme du régime de retraite.

En ce qui concerne la réforme du régime de retraite, nous avons réitéré à l'employeur que nous voulions un engagement écrit de sa part garantissant son appui à une modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* pour permettre aux membres du groupe FB de prendre une retraite anticipée après vingt-cinq ans de participation au régime. Une telle disposition existe ailleurs dans le secteur public fédéral pour d'autres travailleurs chargés de l'exécution de la loi. À ce jour, très peu de progrès ont été réalisés à la table. Les parties ont convenu de discuter des heures de travail et de l'attribution des horaires au cours de la prochaine séance. Nous avons proposé une séance au mois d'août. L'employeur a refusé, affirmant qu'il ne peut réunir son équipe à ce moment-là. Nous nous rencontrerons de nouveau au début septembre pour une séance de quatre jours.

## **Ententes sur les services essentiels : la CRTFP oblige l'ASFC à divulguer de l'information**

Aux termes de la loi, nous ne pouvons pas débrayer tant que nous n'avons pas conclu d'entente sur les services essentiels (ESE) avec l'employeur. Depuis que la loi a été modifiée, il y a quelques années, nous tentons de négocier une ESE avec l'employeur. L'an dernier, la CRTFP a donné tort à l'ASFC. Elle a décrété, en effet, que l'évaluation et la perception des droits, des taxes, des frais et des amendes ne sont pas des fonctions essentielles à la sécurité de la population et qu'aucun ASF n'aurait à exécuter ces tâches durant une grève. Cette décision a forcé l'ASFC à soumettre de nouvelles propositions, ce qu'elle a fait dernièrement. Or, ses propositions ne valent même pas la peine qu'on s'y intéresse, à notre avis. Aussi avons-nous déposé une autre plainte à la CRTFP, qui a donné à l'employeur jusqu'au 20 juillet pour présenter les motifs sur lesquels reposent ses plus récentes propositions. Tout au long de l'été, nous vous informerons régulièrement sur les ESE.

Nous vous tiendrons au courant de la situation. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter un membre de l'équipe de négociation ou de l'exécutif de votre succursale. Nos revendications sont affichées au [www.psac-afpc.org/accueil.aspx](http://www.psac-afpc.org/accueil.aspx).

## **Les membres de l'AFPC à l'ASFC Solidaires pour un milieu de travail équitable**



Customs and Immigration Union  
Syndicat des Douanes et de l'Immigration



Alliance de la Fonction publique du Canada  
Public Service Alliance of Canada